

Politique européenne : la voie bilatérale est optimale

Les entreprises suisses ont besoin de relations stables et de qualité avec l'Union européenne, notre principal partenaire économique.

La question se pose en permanence de savoir s'il vaut mieux agir en dehors de l'Europe ou en son sein.

Aujourd'hui, la réponse est claire : la voie bilatérale reste la plus favorable.

L'adhésion à l'UE n'est pas intéressante. Les gains d'efficacité économique qui en résulteraient seraient largement contrebalancés par des inconvénients, notamment en matière de politique monétaire ou de politique fiscale et financière.

12 mars 2007

Numéro 5

dossierpolitique

Politique européenne

Des relations essentielles avec l'Europe

La politique économique extérieure est d'une importance décisive pour nos entreprises. Nos rapports avec notre principal partenaire, l'Union européenne, jouent un rôle essentiel. Il y a eu jusqu'ici identité de vues entre le souverain et les entreprises à ce sujet. La position des milieux économiques sur ce thème est caractérisée par une grande continuité.

Position d'économiesuisse

L'UE est le principal partenaire économique de la Suisse. Compte tenu du tissu serré des interpénétrations économiques, la qualité des relations de notre pays avec l'UE est très importante. La politique européenne de la Suisse doit servir en priorité notre place économique. La voie bilatérale est à ce jour clairement la plus favorable, même si la question se pose en permanence de savoir s'il vaut mieux agir en dehors de l'Europe ou à l'intérieur. Pour les milieux économiques, une adhésion de la Suisse à l'UE est sans intérêt. Le gain d'efficacité susceptible de résulter d'une adhésion ne compenserait de loin pas ses nombreux inconvénients en matière de politique monétaire, de politique financière et fiscale, de politique de l'emploi et de politique sociale. Si la question des rapports de la Suisse avec l'UE est très importante, il ne faut pas perdre de vue le rayon mondial d'activités de l'économie suisse.

Soutenir la voie bilatérale

C'est dans les résultats des votations populaires portant sur nos relations avec l'UE que les préférences de politique européenne de la Suisse s'expriment le mieux. Ces dernières années, le souverain suisse s'est prononcé avec netteté en faveur de la voie bilatérale. Les citoyens ont confirmé à maintes reprises l'orientation de politique européenne à laquelle l'économie a souscrit. Nos partenaires européens s'en sont accommodé nolens volens.

La politique économique extérieure revêt une importance décisive pour la place économique suisse. Nos relations avec l'Union européenne, notre principal partenaire économique, jouent un rôle essentiel. Les différentes options de politique européenne ont des incidences diverses sur d'importants domaines comme la politique financière et fiscale, la politique de l'emploi et la politique sociale ainsi que la politique monétaire et le marché financier. Le présent exposé donne un aperçu de l'orientation de politique européenne de l'économie.

Décisions populaires de politique européenne

Date	Thème	Décision
11/2006	Loi fédérale sur l'aide à l'Est	53,4 % oui
9/2005	Extension de la libre circulation des personnes	56,0 % oui
6/2005	Association à Schengen/Dublin	54,6 % oui
3/2001	Initiative populaire « Oui à l'Europe »	77,0 % non
5/2000	Accords bilatéraux	67,2 % oui
6/1997	Initiative populaire « Négociations d'adhésion à l'UE : que le peuple décide ! »	73,9 % non
12/1992	Adhésion à l'Espace économique européen EEE	50,3 % non
12/1972	Accord de libre-échange Suisse-CEE	72,5 % oui

La politique européenne est un thème essentiel pour l'économie

Les prises de position de politique européenne de l'économie se caractérisent par une grande continuité. Le monde des entreprises est moins soumis à des courants temporaires que celui de la politique. Les entreprises ne ressentent pas une pression qui les obligerait à se profiler pour des raisons de politique électorale. Ce qui importe pour les acteurs économiques, ce sont des conditions-cadre de qualité, stables. Economiesuisse a toujours reconnu une grande importance à l'UE, le principal partenaire économique de notre pays, et s'est toujours félicité des relations entre les deux partenaires. Il n'en reste pas moins qu'en Suisse précisément, les entreprises ont une vision très internationale, axée sur le monde entier. Pour les entreprises suisses, l'Europe est un facteur déterminant, mais de loin pas le seul. Indépendamment de l'Europe centrale et orientale, les zones en croissance se trouvent outre-mer, principalement en Asie. Les entreprises considèrent certes les pays européens et l'UE comme des marchés fiables, mais néanmoins lourds, aux prises avec les problèmes d'économies vieillissantes. Ces réflexions font l'objet de discussions et sont examinées dans les prises de position d'Economiesuisse sur la politique européenne. Celles-ci sont formulées au sein des organes d'Economiesuisse qui se fonde sur les travaux de BUSINESSEUROPE, l'organisation des associations faitières européennes de l'économie, à laquelle Economiesuisse collabore activement depuis la fin des années septante. La Fédération des entreprises suisses a un délégué auprès de BUSINESSEUROPE à Bruxelles qui la tient informée des évolutions qui se dessinent. Ce bureau extérieur permet de soigner les relations avec nos associations sœurs européennes et de bénéficier de leurs expériences sur la scène européenne.

Les neuf points centraux de la position de politique européenne de l'économie

Voici résumés les neuf points centraux de la prise de position d'Economiesuisse¹ :

1. L'Union européenne est le partenaire économique le plus important de la Suisse. En raison de cette interdépendance économique, de bonnes relations avec l'UE sont capitales pour l'économie suisse. Nos entreprises ont besoin de conditions-cadre stables et favorables. La politique européenne de notre pays doit donc prioritairement contribuer à consolider la position de l'économie suisse.
2. La voie bilatérale a fait ses preuves pour régler nos rapports avec l'UE. Il importe en

¹ Economiesuisse, *Politique européenne : « Le pragmatisme, garant du succès »*, 2006

Les neuf points

1	La politique européenne, politique de site économique
2	Les changements en Europe appellent la flexibilité
3	La voie bilatérale a fait ses preuves
4	Intérêt pour une UE économiquement forte avec des institutions capables d'agir
5	Une adhésion à l'UE n'est pas intéressante pour l'économie.
6	Les solutions d'intégration partielle sont désavantageuses ou illusoire
7	Le bilatéralisme a aussi un avenir
8	L'économie suisse a un rayon d'action mondial
9	Mise en oeuvre systématique de réformes internes

premier lieu de ratifier et de mettre en œuvre les accords bilatéraux existants. Par ailleurs, ces derniers doivent être examinés périodiquement et de manière prospective. Les nouveaux problèmes qui se posent doivent être résolus à temps et de manière pragmatique.

3. Indépendamment de la politique européenne suisse, être entouré d'une UE économiquement forte, ayant des institutions lui permettant d'agir et dotée d'une législation favorable à l'économie, est dans l'intérêt de la Suisse.
4. Une adhésion de la Suisse à l'UE n'est pas intéressante pour l'économie suisse. Les accords bilatéraux ont répondu aux principaux besoins des entreprises. Les gains d'efficacité engendrés par une adhésion seraient largement contrebalancés par de nombreux inconvénients économiques et politiques (politique monétaire, politiques fiscale et financière, politique du marché du travail et politique sociale).
5. Une intégration partielle, comme la participation à l'EEE ou à l'union douanière, ne constituerait pas une solution avantageuse en termes de politique européenne. Par ailleurs, une adhésion « à la carte » serait illusoire.
6. Du point de vue de l'économie, la voie bilatérale est difficile et comporte des écueils. Mais elle est garantie par des accords internationaux, elle permet de trouver des solutions pragmatiques et bénéficie de l'appui de la majorité des Suisses.
7. Si la question des rapports entre la Suisse et l'UE est importante, on doit également se souvenir que l'économie suisse est active sur les cinq continents. La conclusion du cycle de négociations de Doha, dans le cadre de l'OMC, est une priorité absolue. Parallèlement à la voie bilatérale, il est nécessaire de soigner et de développer les relations économiques bilatérales avec d'importants partenaires commerciaux extra-européens.
8. Les réformes doivent progresser en Suisse. Un marché intérieur ouvert accroît la compétitivité, stimule la croissance et crée une marge de négociation pour des accords internationaux.

Pour et contre une adhésion à l'UE ou la « question épineuse »

L'une des tâches de l'association faitière qu'est economiesuisse consiste, en matière de politique européenne, à poser sans cesse, dans l'optique de ses membres, cette question épineuse : vaut-il mieux pour l'économie suisse, à moyen terme, agir en dehors de l'Europe ou en son sein ? Il importe de garder présents à l'esprit les intérêts des entreprises de toutes branches et de toutes tailles. Pour l'économie, la seule solution est l'approche bilatérale. Celle-ci repose d'abord sur l'Accord de libre-échange, puis pour l'essentiel sur les sept accords bilatéraux I et les neuf accords bilatéraux II. A de rares exceptions près, il s'agit de véritables accords économiques. On peut affirmer qu'ils ont dans l'ensemble des effets très positifs sur la place économique suisse. Ces accords ont été étendus aux dix nouveaux membres de l'UE. Mais paradoxalement, outre des groupements de droite, la gauche, favorable à une adhésion de la Suisse à l'UE, a demandé des mesures de protection face à l'extension de la libre circulation des personnes aux nouveaux États membres de l'UE. Elle entend ainsi rendre l'accès au marché du travail suisse plus difficile pour les étrangers. Pour economiesuisse, il s'agit là clairement d'une forme de protectionnisme.

A moyen terme, il ne faut pas s'attendre à de grands soubresauts dans les relations entre l'UE et la Suisse. Certes, il y aura régulièrement des adaptations des accords existants. Quelques nouveaux textes viendront vraisemblablement s'y ajouter, comme celui sur le

La voie bilatérale est la meilleure forme de collaboration avec l'UE

commerce d'électricité et sur le libre-échange agricole. Mais il n'y a pas de très forte pression de la part de l'économie dans cette direction. Nous pouvons aborder ces projets en toute sérénité. Pour autant que certaines conditions soient respectées, ils sont tous bienvenus, mais certainement pas d'une importance existentielle.

Les accords bilatéraux

1999 Accords bilatéraux I	2004 Accords bilatéraux II
Circulation des personnes Obstacles techniques au commerce Achats publics Recherche Produits agricoles Transport terrestre Transport aérien	Imposition de l'épargne Lutte contre la fraude Schengen/Dublin Produits agricoles transformés Environnement Statistiques Programmes médias Programmes formation Retraites de fonctionnaires
1972 accords de libre-échange	

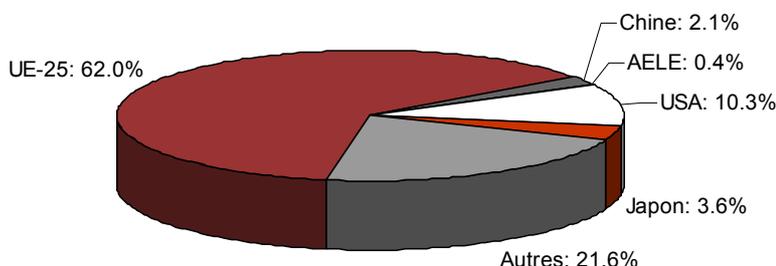
Priorité à la compétitivité du marché mondial

Pour economiesuisse, être compétitif à l'échelle internationale l'emporte sur l'euro-compatibilité. L'économie soutient l'application autonome de l'Acquis européen lorsque cela améliore la compétitivité de l'économie suisse. On ne peut pas accuser notre pays de se réserver la meilleure part du gâteau. Ces accords ont en effet été négociés dans l'intérêt des deux parties. Pour l'UE, la Suisse est un partenaire extrêmement important : selon les chiffres les plus récents fournis par eurostat pour les 11 premiers mois de l'année 2006, la Suisse est, après les Etats-Unis, le deuxième marché d'exportation de marchandises européennes, pour un montant de 80 milliards d'euros. L'excédent de la balance commerciale de l'UE avec la Suisse a atteint 14 milliards d'euros. Les investissements directs suisses dans l'UE se montent à quelque 200 milliards de francs. Les entreprises suisses occupent environ 850 000 collaborateurs dans l'UE. A titre de comparaison : le capital des entreprises européennes en Suisse représente un peu plus de la moitié du capital suisse. Cela montre que la Suisse est économiquement un partenaire très important qui doit être pris au sérieux.

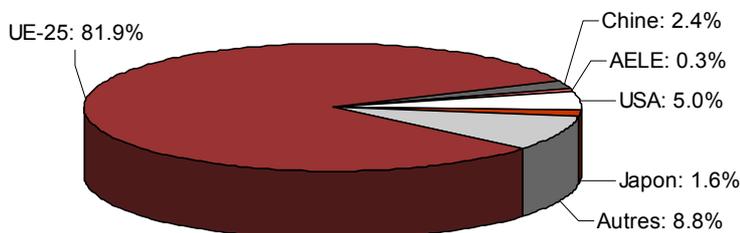
L'UE est un partenaire important pour la Suisse. Mais la Suisse elle aussi revêt une grande importance pour l'UE. En 2006, la Suisse a importé des marchandises pour 135 mrd fr. Outre le commerce de marchandises (cf. graphique), celui des services prend de l'importance.

Commerce extérieur de la Suisse en pour cent

Exportations de marchandises dans le monde 2006 : 177.2 mrd fr.



Importations de marchandises dans le monde 2006 : 165.5 mrd fr.



Source : Direction fédérale des douanes, 2007

Une ouverture plus rapide des marchés d'infrastructure serait souhaitable

Revenons-en à la question épineuse : il est certain qu'une adhésion à l'UE se traduirait pour l'économie suisse par certains gains d'efficacité. L'économie suisse aurait un accès illimité au marché intérieur européen. Les obstacles non tarifaires encore existants dans les transactions transfrontalières seraient supprimés. L'ouverture des principaux marchés d'infrastructure en Suisse, comme par exemple le marché de l'électricité, celui de la Poste et le trafic ferroviaire, pourrait se réaliser plus rapidement, malgré la résistance des milieux conservateurs sur ces questions. L'accroissement de la compétitivité accroîtrait la pression aux mutations structurelles et se répercuterait positivement sur la croissance économique et le niveau des prix.

Ce que l'UE apporterait...
perte de l'autonomie de politique monétaire

Les pierres d'achoppement : politique monétaire, politique fiscale, marché de l'emploi et politique sociale

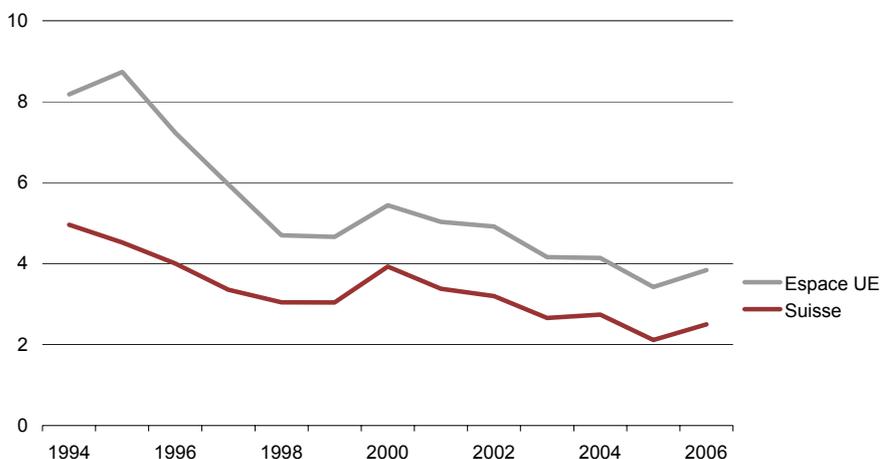
Mais la médaille a son revers : l'économie voit de nombreux désavantages dans l'adhésion ; ceux-ci sont évoqués dans les neuf points, mais voici des précisions au sujet des trois domaines centraux. Premièrement, en adhérant à l'Union européenne, la Banque nationale suisse perdrait son autonomie et la Suisse ne pourrait plus pratiquer une politique monétaire indépendante lui permettant de gérer les taux d'intérêt en phase avec la conjoncture. Comme le montrent les expériences faites dans l'Union monétaire, ce sont précisément les petits États membres qui se plaignent que l'on ne prenne pas suffisamment leurs besoins en considération. L'avantage des taux d'intérêt disparaîtrait, ce qui entraînerait des conséquences négatives sur l'attrait de la place économique suisse, car un niveau d'intérêt bas dans une économie très capitalisée est d'une importance décisive. Actuellement, les taux d'intérêt à douze mois se situent à 4,2 % dans la zone euro, à 2,5 % en Suisse.

...bouleversement du régime suisse de TVA avec des taux de 15 % au moins

Deuxièmement, un profond remaniement du régime fiscal suisse serait inévitable. La Suisse devrait reprendre à son compte le taux minimum européen de TVA de 15 pour cent. Dans les débats qui ont cours actuellement en Suisse sur la simplification du système de TVA, certains milieux sont opposés à l'idée de porter le taux particulier appliqué aux biens de première nécessité au taux unique de 6 %. Par ailleurs, les milieux économiques ont de sérieux doutes sur la neutralité fiscale d'une révision totale du régime des finances fédérales. Les efforts que l'UE mène actuellement pour limiter la concurrence nationale et internationale au niveau de l'imposition des entreprises, pour promouvoir — au plan formel uniquement dans un premier temps — l'harmonisation dans le domaine fiscal, et pour saper le secret bancaire par l'échange d'informations entraîneraient des effets nettement négatifs. L'intention récemment manifestée par l'UE à l'égard de la Suisse en matière

La Suisse jouit toujours d'un bonus d'intérêt de plus de un pour cent. Toute l'économie en profite. Elle ne peut le préserver qu'avec une banque centrale indépendante et grâce à une politique monétaire crédible.

Comparaison du niveau des taux d'intérêt suisses et européens



Source : OCDE

...limitation de la flexibilité du marché suisse du travail

d'imposition des entreprises est une indication des entraves à la croissance avec lesquelles notre pays devrait compter.

Troisièmement, certaines directives de l'UE en matière de protection contre les licenciements, de restrictions du temps de travail et de participation des travailleurs dans l'entreprise vont plus loin que le droit suisse du travail. On constate en outre dans l'UE une tendance croissante à l'harmonisation de la politique de l'emploi et de la politique sociale. Le marché suisse du travail s'en trouverait inutilement et trop fortement réglementé. Ce sont les travailleurs et les entreprises qui auraient à en supporter les conséquences négatives. Le niveau élevé d'emploi et la flexibilité vont de pair.

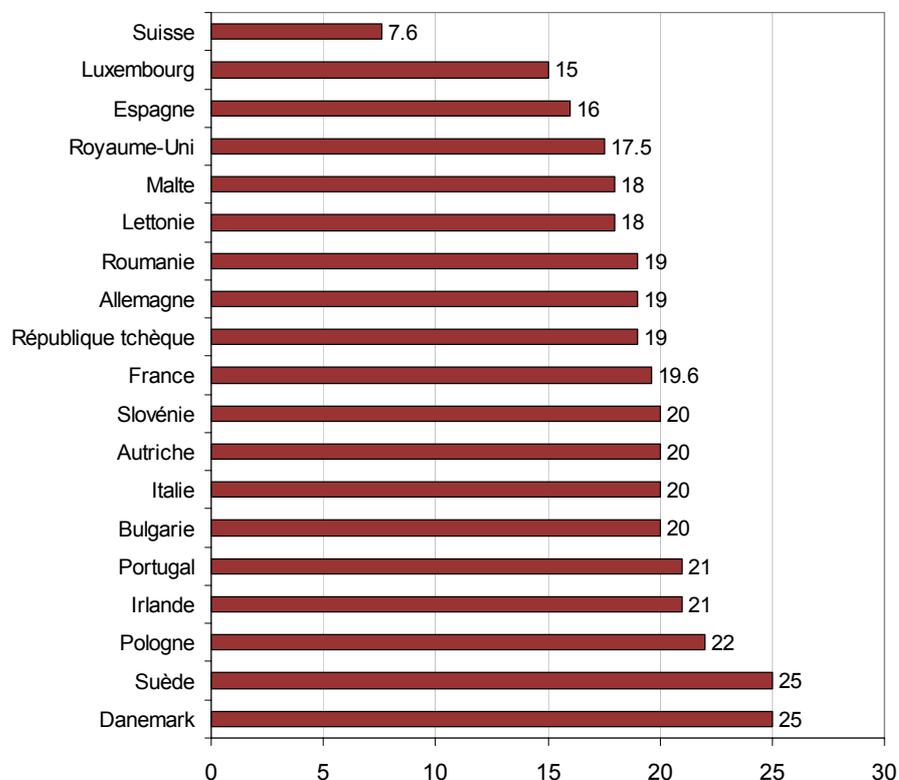
Certains milieux en Suisse reconnaissent également ces points critiques, mais s'imaginent qu'une approche « à la carte » pourrait être négociée avec l'UE. Il serait toutefois illusoire de penser que les États membres entreraient en matière sur une telle exigence, notamment les derniers arrivés au sein de l'UE qui ont dû reprendre intégralement l'Acquis communautaire. Il faut savoir qu'un candidat à l'adhésion doit reprendre tout l'Acquis.

UE peu dynamique et protectionniste dans les secteurs à faibles structures

Autres réflexions concernant la poursuite de la voie bilatérale

L'UE étant un édifice complexe disposant d'un vaste marché intérieur de quelque 490 millions d'habitants, elle a moins tendance à tourner ses regards vers l'extérieur. Il ne faut pas oublier que l'espace Pacifique manifeste un grand dynamisme alors que, vue de cette région, l'UE apparaît de plus en plus comme le musée du monde. A cela s'ajoute que certains États membres de l'UE ne craignent pas de recourir à des mesures protectionnistes vis-à-vis de pays tiers dans les secteurs dans lesquels leurs structures présentent des faiblesses, comme l'agriculture, le textile, l'industrie du cuir et de l'acier. Le rythme des réformes visant à développer le marché intérieur de l'UE ralentit. Cela ressort des récentes décisions prises concernant la directive sur les services, l'ouverture des marchés de l'énergie et les réformes ferroviaires. L'UE envoie des signaux contradictoires et inquiétants concernant la politique de stabilité indispensable à l'Union monétaire où l'on voit même son ancien champion, l'Allemagne, se distancer de plus en plus des critères de

Comparaison européenne des taux de TVA (taux normal)



Maastricht. Enfin, l'Agenda de Lisbonne qui avait pour but de remettre l'UE sur la voie de la croissance durable a au moins partiellement échoué. En effet, on y a inclus, à côté d'éléments positifs, des points qui ne sont guère favorables à la croissance.

L'adhésion à l'UE fortement incompatible avec le système fédéraliste et la démocratie

La Suisse, un candidat approprié pour l'UE?

Une association économique comme *economiesuisse* doit aussi réfléchir aux conséquences politiques d'une adhésion à l'UE. De notre point de vue, deux éléments doivent être relevés : premièrement, il faut relativiser l'influence que la Suisse, en tant que petit pays, pourrait exercer dans l'UE, pour différentes raisons. Notre démocratie de consensus ne nous permettrait guère de formuler des définitions d'objectifs de manière claire et de nous profiler à Bruxelles. Deuxièmement, notre démocratie directe et le fédéralisme tendraient à s'affaiblir, ce qui va à l'encontre des idées des citoyens suisses et aussi de notre conception.

Pour toutes questions :

gregor.kuendig@economiesuisse.ch

peter.flueckiger@economiesuisse.ch